

CÔTE D'IVOIRE

Hospitalisé après son audition, l'opposant Assalé Tiémoko libéré de sa garde à vue, mais toujours poursuivi

SUCCESSION À L'ONU

Le pari audacieux de Macky Sall face aux 193 États

GUINÉE ÉQUATORIALE

À Malabo, Léon XIV secoue le pouvoir de Teodoro Obiang Nguema et lance un appel appuyé à la paix et à l'équité

NIGER

Près de 3.000 ONG suspendues, un tournant brutal pour le secteur humanitaire

CÔTE D'IVOIRE

Financement énergétique, des entrepreneurs ivoiriens réussissent une levée historique de 42,65 milliards FCFA pour une centrale solaire privée à Korhogo

**SUCCESSION À L'ONU : LE PARI
AUDACIEUX DE MACKY SALL
FACE AUX 193 ÉTATS**

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

13 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui – croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

16 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement – entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

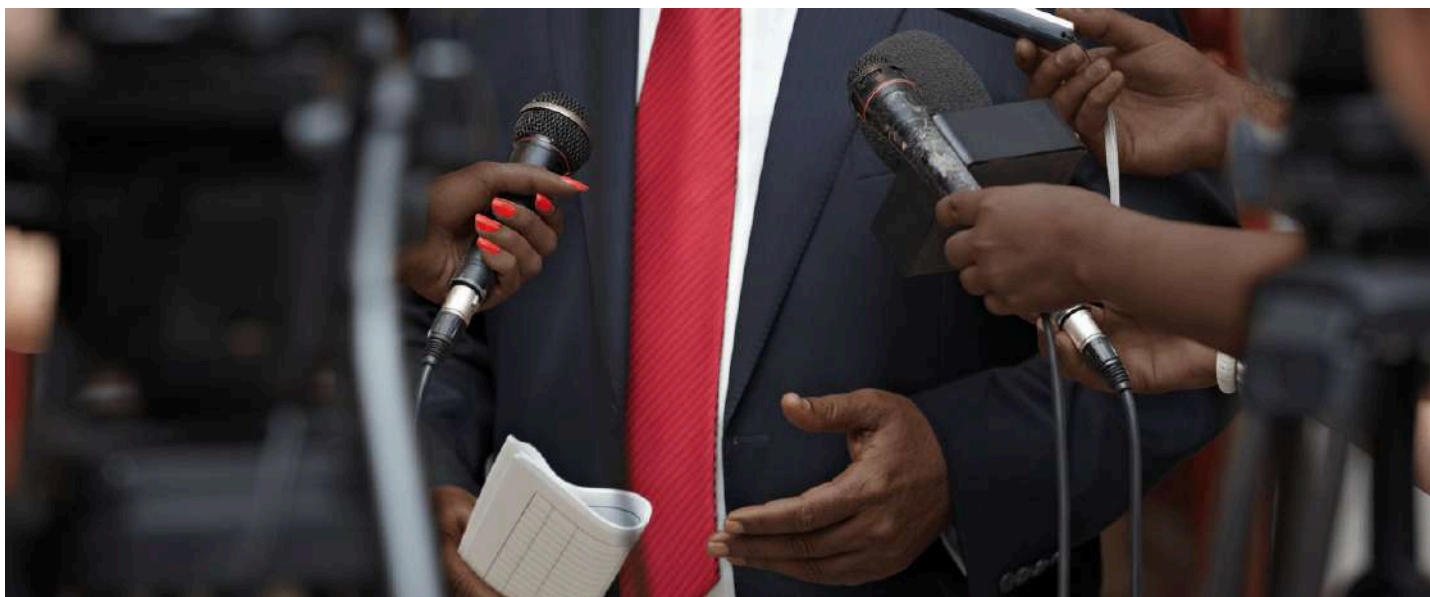
Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01 **SUCCESSION À L'ONU**
Le pari audacieux de Macky Sall face aux 193 États

02 **CÔTE D'IVOIRE**
Auditionné pendant 15 heures par la police, Assalé Tiémoko libéré... mais loin d'être tiré d'affaire

03 **NIGÉRIA**
Coup d'État avorté, six suspects, dont un haut gradé inculpés

04 **GUINÉE ÉQUATORIALE**
À Malabo, Léon XIV secoue le pouvoir de Teodoro Obiang Nguema et lance un appel appuyé à la paix et à l'équité

05 **AFFAIRE KEMI SEBA**
Flou judiciaire et détention prolongée de l'activiste panafricaniste à Pretoria

06 **BURKINA FASO**
Évariste Ndayishimiye en mission décisive pour débloquer la crise entre Ouagadougou et l'UA

07 **TANZANIE**
Scrutin sanglant d'octobre-novembre 2025, un rapport officiel évoque 518 morts, l'opposition conteste et dénonce une vérité tronquée

08 **RELATIONS AES-CEDEAO**
Lomé s'engage à « bâtir des ponts là où d'autres érigent des murs »

Succession à l'ONU : Le pari audacieux de Macky Sall face aux 193 États

À New York, la course à la succession d'António Guterres à la tête des Nations unies franchit une étape décisive. Mercredi 22 avril, l'ancien président sénégalais Macky Sall a été le dernier des candidats à se prêter à l'exercice des auditions publiques organisées par l'Assemblée générale. Pendant trois heures, il a exposé sa vision devant les représentants des 193 États membres, concluant ainsi une séquence clé du processus de sélection.

Seul prétendant africain en lice, Macky Sall se distingue également par un parcours atypique parmi les candidats. Il n'a jamais occupé de fonctions au sein du système onusien et sa candidature n'a pas été présentée par son propre pays, mais par le Burundi. Un positionnement singulier qu'il a assumé en mettant en avant son expérience politique de près de quatre décennies et son habitude des arènes internationales.

Face aux diplomates, l'ancien chef d'État s'est décrit comme un « bâtisseur de ponts », insistant sur sa capacité à dialoguer avec des interlocuteurs variés et à concilier des intérêts parfois divergents. Il a plaidé pour une réforme en profondeur de l'ONU, articulée autour d'une diplomatie préventive plus efficace et d'une rationalisation du fonctionnement interne de l'organisation.

Sur les grands enjeux économiques, notamment la dette des pays africains, Macky Sall a défendu une approche globale impliquant à la fois les nations en développement et les économies avancées. Il a également esquissé les contours de son éventuelle gouvernance, annonçant qu'il nommerait une adjointe issue d'un pays du Nord, marquant ainsi une volonté d'équilibre géopolitique.

Son discours a aussi été l'occasion de réaffirmer une revendication de longue date du continent africain : l'obtention de deux sièges permanents au Conseil de sécurité. Une réforme qu'il considère essentielle pour une représentation plus équitable des équilibres mondiaux.

Mais sa candidature ne fait pas l'unanimité. Au Sénégal, plusieurs organisations représentant des victimes de violences politiques survenues entre 2021 et 2024 contestent sa légitimité à briguer cette fonction internationale, ce qui pourrait peser dans les discussions à venir.

Le processus se poursuivra dans les prochains mois. Le Conseil de sécurité devra formuler une recommandation durant l'été, avant que l'Assemblée générale ne procède à la nomination du futur secrétaire général, attendue d'ici la fin de l'année.



Côte d'Ivoire : Hospitalisé après son audition, l'opposant Assalé Tiémoko libéré de sa garde à vue, mais toujours poursuivi



En Côte d'Ivoire, l'affaire impliquant l'opposant Assalé Tiémoko a connu un tournant inattendu. Convoqué et entendu à la préfecture de police, il n'a finalement pas été placé en garde à vue, les autorités ayant pris en compte la dégradation de son état de santé survenue au cours de l'audition.

Selon son entourage politique, notamment au sein du mouvement Aujourd'hui et Demain, la Côte d'Ivoire (ADCI), cette procédure ferait suite à des déclarations publiques récentes. Le journaliste de formation avait notamment accordé, le mois précédent, une interview dans un podcast où il évoquait des pressions présumées après une rencontre avec l'ancien président Laurent Gbagbo. Il y affirmait avoir reçu des menaces à peine un jour après cet échange, survenu quelques semaines avant l'élection présidentielle.

Au cours de cette même intervention médiatique, Assalé Tiémoko avait également exprimé des critiques ouvertes à l'égard de la gestion du pays, des propos qu'il a relayés à plusieurs reprises sur ses réseaux sociaux.

Sur le plan judiciaire, plusieurs accusations pèsent sur lui. D'après son avocate, il est notamment poursuivi pour discrédit jeté sur les institutions, diffusion de fausses informations par voie numérique, atteinte à l'ordre public et incitation à la révolte.

Du côté de son parti, ces poursuites sont perçues comme une tentative de museler une voix critique. Roger Youan, cadre du mouvement, dénonce une volonté de faire taire leur leader, défendant au contraire la nécessité d'un débat public franc et d'un engagement en faveur de la transparence et de l'État de droit.

Finalement, le procureur a décidé de ne pas maintenir la mesure de garde à vue, en raison de complications cardiovasculaires survenues pendant l'audition. Hospitalisé dans la foulée, Assalé Tiémoko devrait regagner son domicile après quelques jours de repos, tandis que la procédure judiciaire, elle, reste en cours.

Nigéria : Coup d'État avorté, six suspects, dont un haut gradé inculpés

Le Nigeria est secoué par une affaire grave impliquant des militaires et des civils accusés d'avoir préparé un coup d'État. Selon le parquet, six hommes, dont un général de division à la retraite, ont été inculpés le 21 avril et doivent comparaître devant la Haute Cour d'Abuja dès ce mercredi 22 avril.

D'après les autorités, ce complot remonterait à octobre 2025 et aurait impliqué plusieurs dizaines de personnes, parmi lesquelles des officiers supérieurs encore en fonction. Le plan présumé visait des cibles hautement stratégiques à savoir, la prise de contrôle de la résidence présidentielle d'Aso Rock et l'élimination de plusieurs figures clés du pouvoir exécutif et législatif, notamment le président, son vice-président ainsi que les dirigeants du Sénat et de la Chambre des représentants.

Les six accusés font face à une série de charges lourdes, au nombre de treize, incluant la trahison, le terrorisme, le blanchiment d'argent et la non-divulgateion d'informations. Ils sont soupçonnés d'avoir soutenu, directement ou indirectement, l'initiateur présumé du complot, un colonel identifié comme le principal organisateur.

L'enquête ne s'arrête pas à ces inculpations. Au total, au moins seize officiers supérieurs ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire, appartenant à différentes branches des forces armées. Certains pourraient être jugés par une cour martiale. Par ailleurs, un ancien gouverneur, actuellement en fuite, est soupçonné d'avoir joué un rôle financier dans l'opération.

Dans un premier temps, les autorités avaient minimisé les faits, évoquant de simples problèmes de discipline au sein de l'armée. Mais face à l'ampleur des révélations, le président avait finalement procédé à un vaste remaniement du haut commandement militaire, signe de la gravité de la situation.

Cette affaire met en lumière des tensions internes au sein des institutions sécuritaires du pays et soulève des questions sur la stabilité politique à moyen terme.



Guinée Équatoriale : À Malabo, Léon XIV secoue le pouvoir de Teodoro Obiang Nguema et lance un appel appuyé à la paix et à l'équité

ous un ciel lourd de chaleur et d'attentes, le pape Léon XIV a posé le pied mardi à Malabo, marquant une étape hautement symbolique de sa tournée africaine. Dans ce pays où la foi catholique structure profondément la société, cette visite de trois jours prend des allures d'événement historique, plus de quatre décennies après le passage de Jean-Paul II en 1982.

Accueilli avec faste par le président Teodoro Obiang Nguema, le souverain pontife n'a pourtant pas tardé à donner le ton. Derrière les protocoles et les honneurs, son discours s'est voulu direct, presque incisif. Face aux autorités politiques, diplomatiques et civiles réunies au palais présidentiel, il a esquissé une vision exigeante du pouvoir : celle d'une responsabilité tournée vers la justice, la dignité humaine et le bien commun.



Dans un monde qu'il décrit comme profondément déséquilibré, Léon XIV a dénoncé « l'économie de l'exclusion », pointant une fracture grandissante entre une élite infime et le reste de la population. Dans un pays riche en ressources pétrolières mais marqué par de fortes inégalités, ses mots ont résonné avec une acuité particulière. Sans citer directement de noms, il a évoqué les dérives d'un système où richesse ostentatoire et pauvreté extrême coexistent, une allusion à peine voilée aux critiques récurrentes vis

Le pape a également élargi son propos à l'échelle mondiale, mettant en garde contre l'usage des nouvelles technologies à des fins destructrices plutôt que solidaires. Pour lui, le progrès ne peut être authentique que s'il bénéficie à tous et réduit les fractures, au lieu de les creuser.

Autre point central de son intervention : la gestion des ressources naturelles. Dans ce pays pétrolier, Léon XIV a critiqué une logique d'exploitation tournée vers le profit immédiat, au détriment de l'environnement, des populations locales et de la dignité du travail. Un message qui s'inscrit dans la continuité de l'engagement écologique de son prédécesseur, François, dont une école du pays porte le nom et que le pape doit visiter durant son séjour.

Malgré la gravité de ses propos, la journée s'est conclue sur une note plus chaleureuse. En parcourant à pied les rues de la capitale, entouré de fidèles venus nombreux, Léon XIV a retrouvé un visage plus détendu. Ce bain de foule contraste avec la tension politique sous-jacente de sa visite, où chaque parole semble pesée entre diplomatie et appel au changement.

Au-delà des discours, cette visite apparaît comme un exercice d'équilibre délicat : celui d'un chef spirituel cherchant à faire entendre un message de justice dans un contexte politique sensible, sans rompre le dialogue avec un pouvoir solidement installé.

Affaire Kemi Seba : Flou judiciaire et détention prolongée de l'activiste panafricaniste à Pretoria



Le dossier de Kemi Seba connaît un nouveau contretemps judiciaire en Afrique du Sud. Présenté ce lundi 20 avril devant un tribunal de Pretoria, l'influenceur controversé n'a pas été fixé sur son sort. L'examen de sa demande de libération sous caution a été renvoyé au 29 avril.

Le ministère public a justifié ce report par la nécessité de procéder à des vérifications supplémentaires. Parmi les points à éclaircir figurent notamment l'adresse déclarée de l'intéressé sur le territoire sud-africain ainsi que l'authenticité du passeport diplomatique nigérien qu'il affirme détenir. Malgré les objections immédiates de la défense, qui assure disposer de documents officiels pour appuyer ses déclarations, la juridiction a choisi de donner plus de temps au parquet.

En attendant, Kemi Seba, son fils et un troisième homme interpellé dans la même affaire restent en détention provisoire. Ce dernier a été identifié comme François Van de Merwe, figure liée à un mouvement identitaire afrikaner. D'après les autorités, il aurait joué un rôle dans une tentative présumée de passage illégal vers le Zimbabwe.

Sur le fond du dossier, l'accusation repose pour l'instant sur des infractions liées à l'immigration. La défense affirme toutefois qu'une demande de statut de réfugié politique est en cours, ce qui pourrait, à terme, permettre à Kemi Seba de régulariser sa présence en Afrique du Sud.

L'audience, brève, s'est déroulée en présence d'un représentant de l'ambassade du Bénin. Aucun échange n'a encore porté sur une éventuelle extradition, bien que Cotonou ait émis un mandat d'arrêt international contre l'activiste. Les autorités béninoises le soupçonnent d'implication dans une tentative de coup d'État survenue en décembre dernier.

La suite de la procédure est désormais suspendue à la prochaine audience, prévue à la fin du mois.

Burkina Faso : Évariste Ndayishimiye en mission décisive pour débloquent la crise entre Ouagadougou et l'UA

Dans un contexte diplomatique délicat, marqué par des relations tendues entre le Burkina Faso et l'Union africaine (UA), le président burundais Évariste Ndayishimiye a entamé, ce lundi 20 avril, une visite officielle dans la capitale burkinabè. À la fois symbolique et stratégique, ce déplacement s'inscrit dans une tentative de rapprochement après plusieurs mois de crispations.

Accueilli à son arrivée par le capitaine Ibrahim Traoré, chef de l'État burkinabè, le président en exercice de l'Union africaine a rapidement pris la direction du palais présidentiel pour un entretien dont les détails n'ont pas été rendus publics. Cette discrétion n'empêche pas les observateurs d'y voir une volonté claire de relancer les échanges entre Ouagadougou et l'organisation continentale.

Depuis le coup d'État d'octobre 2022, le Burkina Faso est suspendu des instances de l'Union africaine, à l'instar du Mali et du Niger, également dirigés par des régimes militaires. Une situation qui a progressivement isolé ces pays sur la scène institutionnelle africaine, tout en renforçant leurs alliances régionales, notamment au sein de l'Alliance des États du Sahel.



Malgré cette mise à l'écart, les canaux de communication n'ont jamais été totalement interrompus. Des initiatives ponctuelles ont permis de maintenir un minimum de dialogue, comme la visite à Ouagadougou en février 2023 du président de la Commission de l'époque, ou encore l'envoi d'un émissaire en 2025 pour une mission d'écoute.

La venue d'Évariste Ndayishimiye semble aujourd'hui marquer une étape supplémentaire dans cette dynamique prudente de rapprochement. Le président burundais avait d'ailleurs récemment insisté sur la nécessité de restaurer l'ordre constitutionnel dans la région sahéenne, tout en soulignant l'importance de ne pas rompre le lien avec les États concernés.

Au-delà des discussions politiques, le programme du chef d'État prévoit également la visite de plusieurs infrastructures socio-économiques à Ouagadougou, signe d'une approche qui se veut à la fois diplomatique et concrète.

Reste à savoir si cette visite ouvrira la voie à une normalisation progressive des relations entre le Burkina Faso et l'Union africaine, ou si elle ne constituera qu'une étape supplémentaire dans un processus encore incertain.

Tanzanie : Scrutin sanglant d'octobre-novembre 2025, un rapport officiel évoque 518 morts, l'opposition conteste et dénonce une vérité tronquée

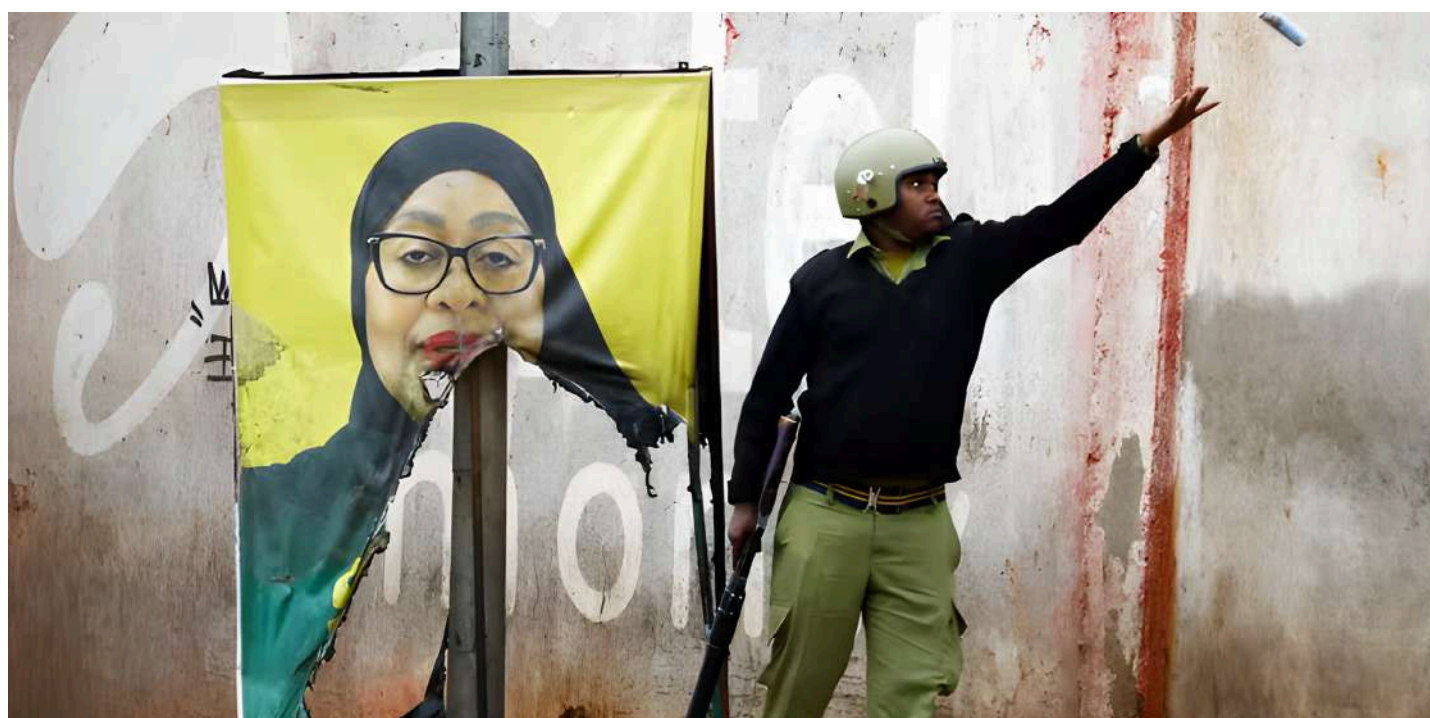
En Tanzanie, les tensions politiques nées du scrutin d'octobre-novembre 2025 continuent de produire leurs effets, bien après la fermeture des urnes. Jeudi 23 avril, à Dar es Salaam, une commission d'enquête officielle a dévoilé un bilan qui se veut précis : 518 personnes auraient perdu la vie lors des violences post-électorales. Parmi elles, 28 femmes et 490 hommes, selon les chiffres présentés par son président, Mohamed Chande Othman.

Ce rapport, censé faire la lumière sur des événements survenus dans un climat de forte crispation politique, n'a toutefois pas apaisé les tensions. Bien au contraire. Dès sa publication, il a été vivement contesté par l'opposition, notamment par Chadema, principal parti rival du pouvoir. Celui-ci remet en cause non seulement les conclusions, mais aussi la crédibilité même de la commission, accusée depuis sa création de manquer d'indépendance.

L'écart entre les versions est considérable. Là où les autorités évoquent un peu plus de cinq cents victimes, l'opposition avance un chiffre près de quatre fois supérieur, estimant que le nombre de morts pourrait atteindre environ 2 000. Cette divergence alimente les soupçons de dissimulation et renforce un climat de défiance déjà profondément installé.

Parallèlement, la circulation d'images particulièrement violentes sur les réseaux sociaux a contribué à intensifier l'émotion et l'indignation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Certaines photographies, montrant notamment des enfants parmi les victimes, ont ravivé les accusations de répression brutale.

Au-delà du débat sur les chiffres, c'est toute la scène politique tanzanienne qui apparaît fracturée. Les autorités s'en tiennent aux conclusions de l'enquête nationale, tandis que leurs opposants réclament désormais une investigation internationale indépendante. Dans ce contexte tendu, la question du bilan humain reste non seulement un enjeu de vérité, mais aussi un symbole des divisions profondes qui traversent encore le pays.



Relations AES-CEDEAO : Lomé s'engage à « bâtir des ponts là où d'autres érigent des murs »

À Lomé, la diplomatie togolaise tente un exercice d'équilibriste rarement observé dans la sous-région. Le 18 avril 2026, la capitale togolaise a servi de point de convergence entre deux ensembles aujourd'hui en tension : l'Alliance des États du Sahel (AES) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Sous l'impulsion du président Faure Gnassingbé, le pays a officiellement lancé sa nouvelle stratégie pour le Sahel (2026-2028), lors d'une rencontre organisée au Palais des Congrès de Lomé. Autour de la table, étaient présents les chefs de la diplomatie du Mali, du Niger et du Burkina Faso, ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales, dont l'ONU et des partenaires européens.

Plutôt qu'un simple cadre technique, cette stratégie se veut un outil politique assumé. Présentée par le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey, elle repose sur cinq priorités clairement affichées : rétablir le dialogue avec les pays de l'AES, encourager des relations de bon voisinage, renforcer les échanges économiques, coordonner la lutte contre l'insécurité, et repositionner le Togo comme acteur diplomatique central.

Derrière ces axes, une ambition plus large se dessine. Celle de faire du Togo un médiateur crédible dans une région fragmentée. En réunissant des acteurs qui peinent aujourd'hui à se parler directement, Lomé envoie un signal, celui d'un pays qui parie sur la discussion plutôt que sur la rupture.

« Le Togo est et sera toujours aux côtés des pays frères du Sahel pour bâtir des ponts là où d'autres érigent des murs », a déclaré Robert Dussey lors de la cérémonie.

Reste à savoir si cette initiative pourra produire des résultats concrets. Car si les intentions sont affichées, les divergences entre l'AES et la CEDEAO demeurent profondes. Le pari togolais, lui, est clair : rouvrir des canaux là où ils se sont progressivement refermés.





01 CÔTE D'IVOIRE

Financement énergétique, des entrepreneurs ivoiriens réussissent une levée historique de 42,65 milliards FCFA pour une centrale solaire privée à Korhogo

Côte d'Ivoire : Financement énergétique, des entrepreneurs ivoiriens réussissent une levée historique de 42,65 milliards FCFA pour une centrale solaire privée à Korhogo

En Côte d'Ivoire, une opération d'envergure a récemment illustré avec force la capacité croissante des acteurs locaux à concevoir, structurer et financer des projets stratégiques sans dépendre exclusivement de capitaux extérieurs.

Avec une levée de fonds de 42,65 milliards de francs CFA (soit 65 millions d'euros), des entrepreneurs ivoiriens ont réussi à financer la plus grande centrale solaire privée du pays. Ce projet ambitieux, porté par Poro Power 1 SA, marque une avancée majeure non seulement pour le secteur énergétique ivoirien, mais aussi pour l'ensemble de la zone UMOA.

L'opération a été structurée par Genesis Capital, une banque d'affaires ivoirienne dirigée par William Turkson et Charles Kié. Elle constitue une véritable innovation financière dans la région. C'est en effet, le tout premier green bond émis dans le secteur de l'énergie en zone UMOA. Fait remarquable, cette émission obligataire a été intégralement souscrite par des investisseurs régionaux, démontrant la maturité croissante des marchés financiers ouest-africains.

Au-delà de son caractère inédit, cette initiative cumule plusieurs premières historiques. Elle représente la première émission obligataire verte réalisée par un opérateur privé de l'énergie dans l'espace UMOA, la première infrastructure énergétique financée par appel public à l'épargne dans la région, ainsi que la première participation directe de l'Africa Finance Corporation (AFC) sur le marché financier de l'UMOA.

Trois records réunis en une seule opération, témoignant d'un tournant significatif.

Implanté à Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, le projet Poro Power 1 affiche des caractéristiques impressionnantes. Avec une capacité installée de 66 MWc, la centrale devrait permettre d'alimenter environ 400 000 foyers en électricité. En parallèle, elle contribuera à la réduction de l'empreinte carbone du pays, avec près de 70 000 tonnes de CO₂ évitées chaque année.

Le projet bénéficie également d'un cadre contractuel solide, avec la signature d'un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans avec l'État ivoirien. Cette stabilité garantit la viabilité économique de l'investissement et renforce la confiance des partenaires financiers.

Au-delà des chiffres, cette réussite symbolise une dynamique plus profonde : celle d'un entrepreneuriat africain capable de porter des projets structurants, de mobiliser des ressources locales et de répondre aux enjeux énergétiques du continent. Comme l'a souligné Jean Marc Aié Yapi, PDG de Poro Power, ce financement est « l'aboutissement de dix ans d'engagement au service de la transition énergétique ivoirienne ».

Ce projet incarne ainsi une décennie de travail, de persévérance et de conviction. Il envoie un message fort, celui d'une Afrique qui dispose des talents, des compétences et des ressources nécessaires pour construire son avenir énergétique et économique, par elle-même et pour elle-même.





01 **NIGER**
Près de 3.000 ONG suspendues, un tournant brutal pour le secteur humanitaire

02 **GUINÉE ÉQUATORIALE**
En visite à la prison de Bata, Léon XIV aux détenus :
« Personne n'est exclu de l'amour de Dieu »

NIGER : PRÈS DE 3.000 ONG SUSPENDUES, UN TOURNANT BRUTAL POUR LE SECTEUR HUMANITAIRE



Au Niger, le paysage des organisations non gouvernementales connaît un bouleversement sans précédent. En 2025, les autorités militaires ont décidé de suspendre près de 2.900 ONG, soit plus de la moitié des structures officiellement recensées dans le pays. Une mesure radicale qui redéfinit en profondeur le rôle et la présence de ces acteurs du développement.

Cette décision a été rendue publique par le ministre de l'Intérieur, le général Mohamed Toumba, qui a précisé que seules environ 1.800 organisations restent aujourd'hui autorisées à opérer. Derrière ces chiffres, le gouvernement évoque une volonté claire : reprendre le contrôle d'un secteur jugé trop opaque.

Les autorités parlent d'un processus d'« assainissement », destiné à imposer davantage de rigueur administrative et financière.

Plusieurs ONG seraient ainsi sanctionnées pour ne pas avoir respecté certaines obligations, notamment la publication régulière de leurs rapports financiers. L'objectif affiché est aussi de s'assurer que leurs actions correspondent aux priorités nationales.

Mais au-delà des questions de gouvernance, le contexte sécuritaire joue un rôle central. Depuis le coup d'État de 2023 mené par le général Abdourahamane Tiani, le pouvoir accuse certaines organisations de liens troubles avec des groupes armés. Des accusations graves, dans un pays confronté à des violences persistantes.

Cette dynamique ne se limite pas au Niger. Dans la région du Sahel, d'autres États suivent une trajectoire similaire. Le Burkina Faso, notamment, a lui aussi renforcé son contrôle sur les ONG en 2025, imposant de nouvelles contraintes administratives. Une évolution notable, alors même que ces structures représentent un soutien financier important pour les économies locales.

Ainsi, entre exigences de souveraineté, impératifs sécuritaires et besoin de transparence, les ONG évoluent désormais dans un environnement de plus en plus contraint au Sahel.

GUINÉE ÉQUATORIALE : EN VISITE À LA PRISON DE BATA, LÉON XIV AUX DÉTENUS :

« PERSONNE N'EST EXCLU DE L'AMOUR DE DIEU »

Dans la chaleur du soir équato-guinéen, la visite de Léon XIV à la prison de Bata a pris des allures de rencontre profondément humaine, loin des cadres strictement institutionnels. Plus qu'un déplacement officiel, ce moment s'est transformé en un échange direct avec ceux que la société voit souvent sans vraiment les entendre.

Derrière les murs de ce centre pénitentiaire, connu pour ses conditions difficiles et les controverses qui l'entourent, le Pape a choisi un message simple mais exigeant: rappeler que la dignité ne disparaît jamais, même dans la faute. Face aux détenus rassemblés dans la cour, il a insisté sur une idée centrale: personne n'est définitivement enfermé hors de l'amour de Dieu.

L'atmosphère, marquée par des chants et des témoignages, oscillait entre gravité et espérance. Un prisonnier, prenant la parole, a résumé avec justesse le paradoxe de la détention: reconnaître ses erreurs tout en refusant d'abandonner la possibilité de devenir meilleur. Ses mots ont trouvé un écho dans ceux du Pape, qui a souligné que chaque vie, même brisée, conserve une valeur intacte.

Au-delà du réconfort spirituel, le discours du souverain pontife s'est aussi inscrit dans une réflexion plus large sur la justice. Il a plaidé pour une vision qui ne se limite pas à punir, mais qui cherche à réparer, reconstruire et réintégrer.

Selon lui, une société ne peut prétendre être juste si elle oublie la réconciliation, un processus qui concerne autant les victimes que les auteurs des fautes.

Dans un pays marqué par de fortes inégalités malgré ses ressources naturelles, cette prise de parole résonne aussi comme un appel collectif.

La prison, a-t-il suggéré, ne doit pas être un lieu d'abandon, mais un espace où peut commencer un travail intérieur: apprendre, travailler, réfléchir, et surtout, retrouver un sens à sa vie.

Le message adressé aux détenus s'est accompagné d'une reconnaissance envers ceux qui œuvrent quotidiennement dans l'ombre, notamment les surveillants, les responsables et les aumôniers. Leur rôle, souvent discret, est essentiel pour maintenir un équilibre entre sécurité et humanité.

La visite s'est conclue par un échange symbolique de cadeaux: une croix façonnée par les prisonniers, témoignage tangible de leur cheminement, et une statue de saint François d'Assise offerte par le Pape, figure universelle de paix et de transformation intérieure.

Au final, plus qu'un discours, cette rencontre a laissé une idée forte: même dans les lieux les plus marqués par la souffrance et l'erreur, l'espoir peut encore trouver un espace pour grandir.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N°096-24/04/2026